

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Paul Bouaziz et Isabelle Goulet : Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur.

Anne Braun : Réquisitions des grévistes : recommandation musclée de l'OIT.

Thomas Kapp : Le mystérieux salarié qui apporte son « *aide à l'employeur pour la gestion de la santé et de la sécurité au travail* ».

Yves Struillou : Conformité à la Constitution du délai dont dispose l'employeur pour notifier le licenciement d'un représentant du personnel.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Les conditions d'exercice de son mandat par un représentant du personnel durant un arrêt maladie, au regard des règles de Sécurité sociale.

Cour de cassation (2^e ch. Civ.) 9 décembre 2010 - Note Bernard Augier (p. 281)

Réintégration d'un travailleur handicapé, licencié pour un motif discriminatoire.

Cour d'appel d'Orléans 15 novembre 2011 - Note Philippe Rechoulet (p. 287)

Harcèlement moral : l'établissement des allégations du salarié et la présomption de harcèlement.

Cour d'appel de Versailles (19^e ch.) 28 novembre 2011 - Note Paul Bouaziz et Emilie Million-Rousseau (p. 291)

L'indemnisation des salariés victimes de la contamination par l'amiante.

Cour d'appel de Paris (P.6 ch. 8) 1^{er} décembre 2011 - Note Arnaud Olivier (p. 294)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit social européen par Valérie Lacoste-Mary et Philippe Martin.



Doctrine :

Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur - Les arrêts du 15 novembre 2011, par **Paul Bouaziz** et **Isabelle Goulet**, Avocats au Barreau de Paris 243

Annexe : PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Contrôle du juge judiciaire - Indemnisation (oui) – Contestation de la validité de la rupture (non) (trois espèces).

Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248

Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248

Troisième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 29 novembre 2011 249

Réquisitions des grévistes : recommandation musclée de l'OIT, par **Anne Braun**, Conseillère confédérale DLAJ, Docteur en droit 250

Le mystérieux salarié qui apporte son « aide à l'employeur pour la gestion de la santé et de la sécurité au travail », par **Thomas Kapp**, Directeur adjoint du travail 253

Conformité à la Constitution du délai dont dispose l'employeur pour notifier le licenciement d'un représentant du personnel, par **Yves Struillou**, Conseiller d'Etat, Conseiller en service extraordinaire à la Cour de cassation 257

Annexe : PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement pour motif disciplinaire – Autorisation administrative – Délai d'un mois pour prononcer le licenciement (L 1332-2) – Annulation de l'autorisation – Effets – QPC – Atteintes à divers principes de portée constitutionnelle (non).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 janvier 2012 277

Document :

Arrêt *Vivéo* : la position de la CGT 278

Jurisprudence :

ASSURANCES SOCIALES – Maladie – Indemnité journalière – Suppression – Infraction au règlement des malades – Activité non autorisée – Exercice d'un mandat de représentant du personnel.

COUR DE CASSATION (2^e Ch. civ.) 9 décembre 2010 281

Note **Bernard Augier**, Président du Conseil de prud'hommes de Lyon, membre du Conseil supérieur de la Prud'homie 281

CHSCT – Expertise – Risque grave – Contestation judiciaire de l'employeur – 1^o Caractère tardif de l'expédition de la lettre de mission par l'expert – Absence de délai légal – 2^o Moyens propres d'analyse fournis par l'entreprise – Caractère indifférent.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (référé) 5 janvier 2012 283

DISCRIMINATION – Etat de santé – Travailleur handicapé – Licenciement économique – Absence de recherche de reclassement en lien avec ses capacités – Nullité de la rupture – Réintégration.

COUR D'APPEL D'ORLEANS (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 287

Note **Philippe Rechoulet**, Conseiller prud'homme, Bordeaux 290

HARCÈLEMENT MORAL – Éléments faisant présumer l'existence d'un harcèlement – Témoignages et certificats médicaux – Portée – Preuve contraire à la charge de l'employeur.

COUR D'APPEL DE VERSAILLES (19^e ch.) 28 novembre 2011 291

Note **Paul Bouaziz**, Avocat au Barreau de Paris et **Emilie Million-Rousseau**, Docteur en droit. 293

HYGIENE ET SECURITE – Obligation de sécurité de résultat de l'employeur – Responsabilité contractuelle – Amiante – Préjudice économique (non) – Cessation anticipée d'activité (art. 41 loi n° 98-1194) – Préjudice d'anxiété (oui) – Préjudice résultant du bouleversement dans les conditions d'existence (oui) – Prise en charge par l'AGS.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES – Compétence – Altération de la santé en lien avec le travail.

COUR D'APPEL DE PARIS (P. 6, ch. 8) 1^{er} décembre 2011 294

Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris 298

TEMPS DE TRAVAIL – Convention de forfait en jours – Conditions de validité – Autonomie réelle du salarié – Respect des stipulations conventionnelles visant l'encadrement de sa mise en œuvre – Défaut – Conséquence – Paiement des heures supplémentaires.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LIMOGES (Sect. Encadrement) 6 septembre 2011 301

Chroniques jurisprudentielles :

DROIT SOCIAL EUROPEEN, par **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu-Bordeaux IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux et **Philippe Martin**, Chargé de recherche CNRS - COMPTRESEC/Université Bordeaux IV

TEMPS DE TRAVAIL – Aménagement – Directive 2003/88/CE – Droit au congé annuel payé – Extinction du droit au congé annuel payé non pris pour cause de maladie à l'expiration d'un délai prévu par la réglementation nationale.

CIUE (Grande chambre), 22 novembre 2011 304

Note **Valérie Lacoste-Mary** 306

DISCRIMINATION – Charge de la preuve (Dve 97/80) – Egalité de traitement (Dve 2002/73) – Formation professionnelle – Accès à l'information du demandeur – Opposabilité des règles de confidentialité – Sauvegarde de l'effet utile.

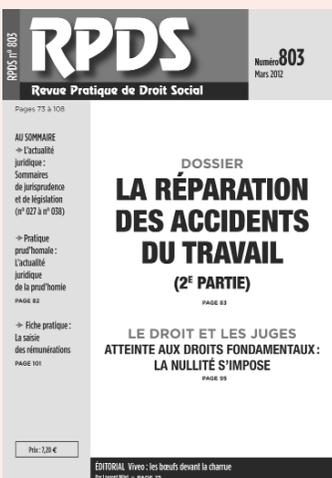
CIUE, 21 juillet 2011 307

Note **Philippe Martin** 307

EGALITE DE TRAITEMENT – Discrimination liée à l'âge (Dve 2000/78) – Mise à la retraite – Objectifs d'intérêt général – Structure d'âge équilibrée – Proportionnalité de la mesure – Appréciation – Office du juge national.

CIUE 21 juillet 2011 309

Note **Philippe Martin** 310



RPDS 803 - Mars 2012

Au sommaire :

Dossiers : **La réparation des accidents du travail** (deuxième partie)

Le droit et les juges : Atteinte aux droits fondamentaux : la nullité du licenciement s'impose !

Fiche pratique : La saisie des rémunérations

Editorial : *Viveo* : Les bœufs devant la charrue

L'actualité juridique : Sommaires de jurisprudence commentés

Pratique prud'homale : L'actualité juridique de la prud'homie

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, commande à NSA La Vie Ouvrière, BP 88, 27190 Conches-en-Ouche - Prix du numéro : 7,20 euros + forfait de 3 euros par envoi. Abonnement : 75 euros par an uniquement à NVO, BP 160, 77315 Marne-la-Vallée Cedex 2. Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet www.librairie-nvo.com ou www.lecodedutravail.fr

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles :
articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>